**CAHIER DES CHARGES EVALUATION**

**DE LA QUALITE DES ESMS**



**8, avenue du Château**

**19 210 Lubersac**

**Tél : 05.55.73.81.00 - Fax :05.55.73.67.07**

**www.epdaduglandier.fr**

****

****

**Evaluation des activités et de la qualité des prestations**

**Table des matières**

[1. Commanditaire 3](#_Toc165360618)

[1.1 Présentation de l’EPDA du Glandier : 3](#_Toc165360619)

[1.2 Organisme gestionnaire 4](#_Toc165360620)

[2. Contexte de la mise en concurrence 7](#_Toc165360621)

[3. Procédure de mise en concurrence 7](#_Toc165360622)

[3.1 Etendue de la consultation 7](#_Toc165360623)

[3.2 Périmètre de la mise en concurrence 7](#_Toc165360624)

[3.3 Echéancier de mise en concurrence 8](#_Toc165360625)

[3.4 Modalités de diffusion 8](#_Toc165360626)

[3.5 Définition de la prestation attendue 8](#_Toc165360627)

[3.6 Composition du dossier de réponse 9](#_Toc165360628)

[3.7 Conditions d’envoi ou de remise des plis 9](#_Toc165360629)

[3.8 Sélection de l’organisme prestataire 9](#_Toc165360630)

[3.9 Notification des résultats 10](#_Toc165360631)

[4. Conditions de réalisation de la prestation 11](#_Toc165360632)

[4.1 Relations entre le commanditaire et le prestataire 11](#_Toc165360633)

[4.2 Conditions d’accès aux établissements ou services, à l’information et aux documents 12](#_Toc165360634)

[5. Conditions relatives à l’organisme évaluateur 12](#_Toc165360635)

[5.1 Confidentialité 12](#_Toc165360636)

[5.2 Impartialité et indépendance 12](#_Toc165360637)

[5.3 Intuitu personae 12](#_Toc165360638)

[5.4 Sous-traitance 13](#_Toc165360639)

[5.5 Propriété intellectuelle 13](#_Toc165360640)

[5.6 Plateforme SYNAE et élaboration du rapport 13](#_Toc165360641)

[6. Conditions de facturation, de résiliation et délais de validité du contrat 13](#_Toc165360642)

[6.1 Période d’exécution et de durée du contrat 13](#_Toc165360643)

[6.2 Délai de validité des offres 13](#_Toc165360644)

[6.3 Résiliation pour faute ou manquement dans l’exécution du contrat 13](#_Toc165360645)

[6.4 Conditions particulières en cas de non-obtention de l’accréditation définitive par le COFRAC 13](#_Toc165360646)

[6.5 Juridiction compétente 13](#_Toc165360647)

[6.6 Modalités de financement et de paiement 13](#_Toc165360648)

[7. Renseignements complémentaires 14](#_Toc165360649)

[8. ANNEXES 15](#_Toc165360650)

# Commanditaire

## Présentation de l’EPDA du Glandier :

L’Etablissement Public Départemental Autonome du Glandier est un établissement relevant de la Fonction Publique Hospitalière accueillant 266 places, et employant 250 agents.



### Nos valeurs fondatrices :

L’EPDA se réfère aux valeurs qui ont fondé la République et permis « le vivre ensemble » dans la société : égalité, fraternité, liberté, continuité, laïcité. L’établissement est garant des valeurs républicaines dans l’exercice de sa mission de service public.

Pour les résidents, il est impératif de pouvoir intégrer les codes sociaux qui autorisent un espace de liberté individuelle. La personnalisation de notre accompagnement des usagers est rendue possible dès lors que le cadre des actions collectives est défini. Ce cadre commun constitue la culture institutionnelle.

Les principes éducatifs mis en avant depuis plusieurs années à l’EPDA résonnent en totale concordance avec les notions plus actuelles de pouvoir d’agir et d’autodétermination, de même que les préoccupations de bientraitance et d’éthique qui sont des axes importants du projet de l’établissement.

## Organisme gestionnaire

**L’EPDA du Glandier,**

**Etablissement Public Départemental Autonome (Statut Fonction Publique Hospitalière)**

Représentée par la Directrice générale : Aurélie FAUGERON Ayant son siège social au 8 avenue du Château, 19 210 LUBERSAC

**** : 05 55 73 81 11

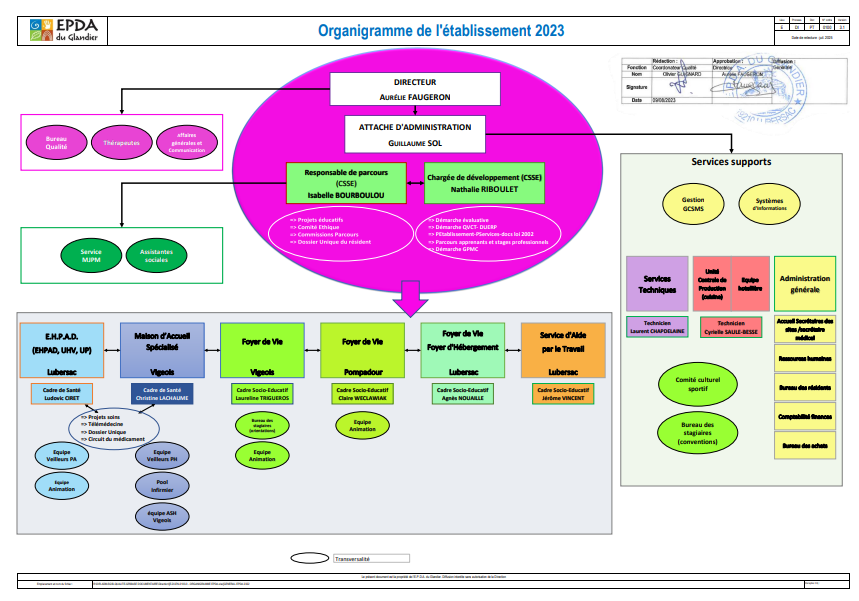
aurelie.faugeron@epdaduglandier.fr

### Nos agréments et nos services :

|  |  |
| --- | --- |
| EPDA Glandier (Lubersac) | Le siège social regroupant tous les services administratifs et un Groupement de Coopération Social et Médico- Social, est situé au château de Lubersac. |
| Foyer de Vie (Pompadour, Lubersac, Vigeois) | * Autorisation CD 19   Le Foyer de Vie de 95 places se répartit sur trois sites : Pompadour : 38 places, Lubersac : 15 places, Vigeois : 42 places. |
| ESAT (Lubersac) - SAT | * Autorisation ARS * La structure est d’une capacité de 43 travailleurs. |
| Foyer d’hébergement (Lubersac) - FH | * Autorisation CD 19 * Le FH accueille 32 travailleurs du SAT (20 places en collectif avec le Foyer de Vie de Lubersac : même bâtiment, et 12 appartements externalisés à Lubersac et Pompadour) |
| Maison d’Accueil Spécialisé (Vigeois) - MAS | * Autorisation ARS   La structure accueille 31 personnes |
| EHPAD « Les jardins de Bagatelle » (Lubersac) | * Autorisation conjointe CD19-ARS   La structure d’une capacité de 66 places accueille les personnes âgées nécessitant des soins compte tenu de leur état de dépendance. L’EHPAD a fusionné avec l’EPDA du Glandier en 2017. |

Le Foyer de vie et le Foyer d’Hébergement, autorisations relevant du CD 19, sont créés par arrêté du 24 mars 1985, et tacitement reconduites. Un arrêté d’extension du 07/06/1989 porte la capacité du Foyer de vie à 95 places. La MAS et le SAT, autorisations ARS, ont vu leurs autorisations de fonctionnement renouvelées pour 15 ans en date du 03 janvier 2017. L’EHPAD, autorisation conjointe CD/ARS, a sa dernière autorisation de fonctionnement en date du 31/12/2016, et a officiellement intégré l’EPDA du Glandier par fusion en 2017.

### Notre organisation :



**Notre projet et axes d’amélioration :**

**Axe 1 Développer la Politique de bientraitance et le respect des droits des usagers**

Charte et formations bientraitance EPDA, Comité Ethique, enquêtes de satisfaction usagers, évolution des CVS, actualisation des outils de la loi du 2/01/2002, actualisation de la procédure des projets personnalisés…

**Axe 2 Développer les prestations d’accompagnement et la notion de parcours et d’inclusion**

Actualisation des profils accueillis/service et des orientations à 5 ans, déclinaisons de la notion de prestations de service selon SERAFIN PH , Poste Responsable Parcours, démarche inclusive….

**Axe 3 Sécuriser et valoriser le prendre soin**

Dossier unique usager OSIRIS, accompagnement du vieillissement PA/PH, développement des compétences sur les nouveaux profils accueillis, actualisation protocoles soins et d’urgence, sécurisation du circuit du médicament….

**Axe 4 Développement continu de la qualité et l’amélioration des organisations**

Développement système management par la qualité dans chaque service, Démarches pluriannuelles QVCT et LDG-GPMC, Développement durable, politique RGPD et systèmes d’informations…

**Axe 5 L’ouverture de l’établissement sur l’environnement**

Inscription de l’EPDA dans les orientations de territoire, politique de communication, le développement des partenariats et travail en réseau et des actions visant à renforcer la citoyenneté des résidents, le développement du GCSMS O Vézère…

# Contexte de la mise en concurrence

Conformément à l’article L.312-8 du CASF, l’établissement procède à l’évaluation de ses activités et de la qualité des prestations délivrées. Le champ de l’évaluation est défini par le « référentiel d’évaluation de la qualité des établissements sociaux et médico-sociaux », (8 mars 2022).

L’organisme évaluateur doit lui-même se conformer au cahier des charges applicables aux organismes chargés de l’évaluation des ESSMS publié par la Haute Autorité de Santé le 12 mai 2022.

Le présent cahier des charges a pour objectif de sélectionner le prestataire qui procèdera aux évaluations des établissements, services et dispositifs de l’établissement EPDA du Glandier.

# Procédure de mise en concurrence

## Etendue de la consultation

Le dossier de consultation est composé de l’ensemble du présent document et de ses annexes.

## Périmètre de la mise en concurrence

Le marché porte sur l’ensemble des autorisations de l’établissement de l’association (annexe 3)

* Le Foyer de Vie de 95 places
* Le Foyer d’Hébergement de 32 places
* La MAS de 31 places
* L’ESAT de 43 places
* L’EHPAD de 66 places

## Echéancier de mise en concurrence

|  |  |
| --- | --- |
| 30/04/2024 | Publication du CDC : envoi direct aux organismes habilités HAS et certifiés COFRAC. Diffusion site Internet |
| 21/05/2024 | Date limite d’obtention des documents |
| 21/05/2024 | Date limite pour toute question |
| 31/05/2024 | Date limite de remise des offres |
| 06/06/2024 | Date d’ouverture des plis et pré-sélection des candidats |
| 24/06/2024 | Date du choix de l’organisme retenu |
| 15/11/2024 | Date de lancement des évaluations sur sites |

## Modalités de diffusion

Une annonce de mise en concurrence pour l’évaluation des services de l’EPDA du Glandier sera diffusée via la page d’accueil du site Internet EPDA du GLANDIER (epdaduglandier.fr). Par ailleurs, l’Etablissement procédera à un envoi du cahier des charges à une sélection d’organismes accrédités sélectionnés dans la liste publiée par l’HAS.

## Définition de la prestation attendue

Il est demandé au prestataire de :

* Présenter une méthodologie répondant aux outils et méthodes d’évaluation validés et publiés par l’HAS (référentiel, manuel et procédure d’évaluation, système d’information dédié) ;
* Constituer des équipes d’intervenants en qualité et quantité adaptées à la taille de l’établissement et ses autorisations. Le déroulé des différentes séquences de l’évaluation (référentiel et méthodes) est réparti entre les intervenants qui confrontent leurs regards en synthèse dans un cadre méthodologique clair précisé avec la direction de la structure ;
* Séquencer les différentes tâches pour que la démarche d’évaluation :
* Fasse l’objet d’un diagnostic partagé avec l’établissement, afin de s’assurer que les informations recueillies et les observations réalisées ont bien été interprétées,
* Implique la mobilisation des personnels concernés aux différentes étapes de l’évaluation ;
* Proposer un calendrier réaliste tenant compte des contraintes liées à l’activité quotidienne des services. Pour l’EPDA la remise des rapports est attendue au 1er trimestre 2025, et un souhait d’intervention en fin d’année 2024 : 15 novembre-15 décembre 2024 (La consultation documentaire étant comprise dans cette période et sa date étant distinctement arrêtée).
* Proposer un temps d’explication de la méthode d’évaluation déployée au Comité de Direction complété de l’équipe des chefs de service et du bureau qualité, ainsi qu’un moment d’échange sur les attendus des évaluateurs ;
* Le pré-rapport devra être transmis au plus tard trois semaines après la visite ;
* Le rapport devra être communiqué au plus tard cinq semaines après la visite ;
* Enregistrer la composition de l’équipe d’intervenants pour la mission d’évaluation sur la plateforme SYNAE ;
* Rédiger les rapports d’évaluation sur la base des outils élaborés par l’HAS et disponibles sur la plateforme SYNAE.

L’établissement souhaite également obtenir une présentation normalisée des résultats de l’évaluation qui aura lieu comme suit :

* La rédaction d’un pré-rapport d’évaluation externe communiqué au comité de direction de l’établissement;
* La rédaction et présentation par l’évaluateur du rapport final, clair et précis.

## Composition du dossier de réponse

Chaque candidat formule son offre en produisant le cadre de réponse technique mentionné en annexe 1, ainsi que les documents en annexe 2.

## Conditions d’envoi ou de remise des plis

Le pli contenant l’ensemble des documents demandés dans le présent dossier est transmis par lettre recommandée avec demande d’avis de réception postale et par courriel.

Le pli doit être remis à l’adresse suivante :

**Réception des offres :**

Date limite : **31/05/2023**

**Par voie postale** à :

EPDA Du Glandier,

Mme Aurélie FAUGERON, Directrice

8, avenue du Château

19 210 LUBERSAC

**Et**

**Par courriel** à :

aurelie.faugeron@epdaduglandier.fr et qualite@epdaduglandier.fr

## Sélection de l’organisme prestataire

### Commission de sélection

La commission sera composée comme suit :

* Aurélie FAUGERON, Directrice
* Guillaume SOL, Adjoint de Direction et Responsable des Services Généraux
* Isabelle BOURBOULOU, CSE Responsable de Parcours
* Nathalie RIBOULET, CSSE, Chargée de développement
* 2 cadres des services : 1 CSE et 1 CDS
* Un membre du bureau qualité
* Le président du CVS global

### Rôle de la commission de sélection en formation restreinte

La commission de sélection se réunira au sein du siège et aura pour mission de sur un ou deux temps de sélection, selon le nombre d’offres reçues :

* Etudier les propositions reçues ;
* Classer les offres du ou des organismes sélectionnés ;
* Opérer un choix final pour contractualisation.

### Critères de sélection :

Les offres sont appréciées suivants les critères ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critère n°1 : Appréciation générale sur la qualité du dossier présenté et sa complétude**  Pondération 10% | -Dossier complet |
| **Critère n°2 : Méthodologie de l’organisme**  Pondération 30% | - Compréhension par le prestataire de l’appel d’offre ;  - Compréhension/ lisibilité de la méthodologie  - Séquence et Planification des différentes tâches par services autorisés et évalués (préparation de la mission, information des équipes, programmation claire et explicite du déroulé des évaluations sur les différents sites et des groupes / entretiens requis, rédaction pré-rapport, élaboration du rapport final, réunion de restitution de l’évaluation, propositions et/ou préconisations). |
| **Critère n°3 : Composition et disponibilité de l’équipe**  Pondération 30% | - Adéquation de la composition de l’équipe au regard des structures évaluées et des spécificités de leurs publics  - Profil des CV, qualité de l’expérience et références des intervenants. |
| **Critère n°4 : Rapport qualité/prix**  Pondération 30% | - Qualité / prix ;  - Clarté des éléments financiers. |

## Notification des résultats

Au terme de la phase de classement, un courrier sera adressé au candidat classé n°1 l’informant de l’attribution du lot.

Une fois la conclusion contractuelle du marché effective, un courrier sera envoyé aux autres candidats pour leur signifier qu’ils n’ont pas été retenus.

# Conditions de réalisation de la prestation

## Relations entre le commanditaire et le prestataire

D’une manière générale, le commanditaire souhaite que la conduite des travaux fasse l’objet d’un suivi et d’un pilotage réguliers.

### Désignation des interlocuteurs mutuels

Les deux parties s’engagent à désigner dès la signature du présent contrat, des interlocuteurs de part et d’autre, possédant le niveau de responsabilité suffisant pour s’informer régulièrement et diligemment de l’exécution des prestations, objet du présent contrat.

### Profils des intervenants

Il est attendu de l’organisme une pratique régulière de l’évaluation des ESSMS fondée sur des compétences et expériences dans le secteur du social et médico-social et une organisation à même de garantir la qualité des évaluations réalisées.

Les intervenants présentent les qualités suivantes :

* Une expérience professionnelle dans le champ social et médico-social, particulièrement dans le secteur des personnes en situation de handicap pour la majorité des services évalués mais aussi des personnes âgées pour l’EHPAD ;
* Des compétences en adéquation avec les particularités des établissements :
* Pour les usagers auditionnés concernés, maîtrise des modes de communication alternatifs ou complétifs pour les services dédiés à la déficience intellectuelle
* Pour ceux accompagnant des publics peu ou pas verbaux (public présentant des TSA, TDI…)
* Connaissances avérées du public et des organisations dédiées
* Maîtrise des RBPP dédiées aux publics et des pratiques recommandées
* Des connaissances relatives au fonctionnement du statut de la Fonction Hospitalière
* Une formation aux méthodes évaluatives s’appuyant sur celles existant en matière d’évaluation des politiques publiques et comportant une méthodologie d’analyse pluridimensionnelle, globale, utilisant différents supports ;
* Des connaissances actualisées et spécifiques dans le domaine de l’action sociale, portant sur les recommandations de bonnes pratiques validées, sur les orientations générales des politiques de l’action sociale et sur les dispositifs et leur évolution en cours (transformation de l’offre, dynamique innovante en cours) ;
* Des expériences en tant que consultant, et références dans des missions d’évaluation similaires.

### Remplacement des intervenants en cours d’exécution du contrat

Si la disponibilité des profils sélectionnés (à partir des CV et des références communiquées dans l’offre) venait à faire défaut en cours d’exécution du contrat, le prestataire devra proposer à l’EPDA des profils équivalents. L’intervention d’un nouvel évaluateur devra obligatoirement faire l’objet d’une validation écrite de la part de l’EPDA, qui est en droit de refuser les profils qui lui sont proposés.

Si suite à la présentation de 3 profils différents par les prestataires à l’établissement, aucun de ces profils n’est validé, le commanditaire se réserve le droit de modifier les termes du contrat ou de mettre un terme à celui-ci.

## Conditions d’accès aux établissements ou services, à l’information et aux documents

L’organisme évaluateur s’engage à respecter les règles de conduite applicables aux organismes accrédités et à leurs équipes intervenant à l’occasion de missions d’évaluation.

Il s’engage par ailleurs à mettre en œuvre la protection des données par le respect du RGPD.

L’EPDA s’engage à transmettre les documents suivants selon la liste documentaire détaillée qui devra être fournie par le prestataire dans son dossier de réponse.

# Conditions relatives à l’organisme évaluateur

## Confidentialité

Les prestataires s’engagent à garder strictement confidentiels et à ne pas divulguer ou laisser divulguer ou communiquer à quiconque, par quelque moyen que ce soit, les documents, informations, outils transmis par le commanditaire, dont il aurait eu connaissance à l’occasion de ses contacts.

Le prestataire prendra également toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des informations durant l’évaluation. Dans ce cadre, le prestataire s’engage à ne communiquer les informations qu’aux membres de son personnel appelés à en prendre connaissance pour la bonne exécution de la commande.

En outre, le prestataire s’engage à prendre toutes les dispositions pour faire respecter la confidentialité par les membres de son personnel concernés et ses éventuels sous-traitants, et en assume toutes les responsabilités.

La confidentialité sera maintenue durant toute la durée du contrat et après son exécution.

Le prestataire ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l’établissement et ou ses services, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l’établissement-service.

Le rapport de visite devra garantir l’anonymat des personnes qui ont pris part à l’évaluation.

## Impartialité et indépendance

Comme le prévoit le cahier des charges de l’HAS, l’organisme doit pouvoir démontrer, à tout moment, pour lui-même et ses intervenants mandatés pour l’évaluation des ESSMS, qu’ils interviennent de manière objective et impartiale et qu’ils n’ont pas agi en tant que conseiller (assistance conseil, consulting, coaching, formation) pour l’ESSMS ou l’organisation gestionnaire de l’ESSMS durant les 24 mois précédant la visite et les 12 mois suivants la visite d’évaluation.

Les délais s’entendent à compter de la date de réalisation de la mission d’évaluation des ESSMS considérés, soit le 1er jour de la visite d’évaluation.

L’organisme doit aussi pouvoir démontrer, pour lui-même et ses intervenants mandatés, qu’ils interviennent en toute indépendance.

## Intuitu personae

Le présent contrat ne pourra en aucun cas faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable du commanditaire.

## Sous-traitance

Le prestataire s’engage à ne pas sous-traiter tout ou partie des obligations mises à sa charge, et objet du présent contrat, sauf autorisation écrite du commanditaire.

## Propriété intellectuelle

Dans le cadre de cette mission, le commanditaire est propriétaire des documents et travaux conduits dans le cadre de la mission.

## Plateforme SYNAE et élaboration du rapport

L’organisme a l’obligation de transmettre et d’actualiser les informations le concernant, ainsi que celles relatives à ses intervenants à l’HAS via la plateforme SYNAE, et tous les éléments d’évaluation selon les modalités prévues par la plateforme.

# Conditions de facturation, de résiliation et délais de validité du contrat

## Période d’exécution et de durée du contrat

Le présent marché entrera en vigueur à la date de signature d’une proposition commerciale acceptée (annexe 4) et se terminera à l’exécution de l’ensemble des prestations d’évaluation réalisées dans le respect des délais cités.

## Délai de validité des offres

Les candidats restent engagés par leur offre pendant une durée de 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

## Résiliation pour faute ou manquement dans l’exécution du contrat

En cas d’inexécution de tout ou partie de la prestation, le contrat pourra être résilié de plein droit et sans que le prestataire puisse prétendre à des dommages et intérêts. Cette résiliation devra intervenir après une mise en demeure restée infructueuse.

**Les retards de remise de travaux au commanditaire constituent un motif de résiliation pour faute ou manquement s’ils sont récurrents**.

## Conditions particulières en cas de non-obtention de l’accréditation définitive par le COFRAC

Dans le cas où l’organisme évaluateur n’obtiendrait pas l’accréditation mentionnée à l’article 2 du décret du 28 avril 2022, celui-ci s’engage, dans un délai de 3 mois, à reverser les sommes acquittées par l’organisme gestionnaire pour la réalisation d’une nouvelle évaluation.

## Juridiction compétente

En cas de litige, après tentative de règlement amiable entre les parties, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Limoges.

## Modalités de financement et de paiement

L’exécution du marché sera financée par le budget de chaque établissement-service.

Il sera mentionné dans la proposition commerciale le coût unitaire de chaque évaluation réalisée via le modèle fourni en annexe 1.

Les prix fixés dans le contrat sont fermes et non révisables. Ils tiennent compte de tous les éléments (notamment frais de déplacement, hébergement et de déjeuner), de toutes les circonstances et de toutes les particularités propres au bon fonctionnement et déroulement de la prestation.

En contrepartie des prestations, objet de la présente mission, l’établissement-service versera le montant correspondant à la proposition tarifaire.

Le règlement s’effectuera par virement à 30 jours à compter de la date d’émission de la facture, et à terme échu.

# Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires, les candidats peuvent adresser leur demande à Aurélie FAUGERON, Directrice, à l’adresse suivante : aurelie.faugeron@epdaduglandier.fr , chef de projet pour l’EPDA du Glandier et l’interlocuteur privilégié de l’organisme retenu dans les phases de préparation à l’évaluation et dans les phases de sortie de l’évaluation. Dans le cadre de la mission d’évaluation sur site, elle sera consultée en cas de problème rencontré ou d’impossibilité d’accomplir la mission.

# ANNEXES

### Annexe 1 : document de réponse

***Ce document constitue le document de réponse. Il est à renseigner par le candidat.***

*« Document de réponse candidat 2024 »*

### Annexe 2 : Eléments constitutifs de l’offre

Dans son offre le soumissionnaire transmettra :

* Habilitation délivrée par l’HAS et certification COFRAC ;
* Liste des références pour des prestations similaires ;
* Les qualifications et expériences des évaluateurs proposés **(C.V)** ;
* Une présentation de ses valeurs ;
* Liste et contenu des documents à transmettre par l’établissement en amont de l’évaluation externe
* Proposition de calendrier global respectant les délais impartis
* Note synthétique présentant la compréhension du dossier et la méthodologie d’approche
* Programme des visites par sites
* Dimensionnement du programme de visite (nombre de jours, activité, nombre d’évaluateurs)
* Coût d’une journée facturée (préparation, évaluations sur place, rédaction du rapport sur la plateforme SYNAE)
* Extrait Kbis datant de moins de 3 mois ;
* Justification d’un contrat d’assurance au titre de la responsabilité civile et de la responsabilité professionnelle en cas de dommage occasionné par l’exécution du marché ;
* RIB.

### Annexe 3 : Présentation des établissements concernés par l’évaluation

#### MAS (Vigeois)

|  |  |
| --- | --- |
| Type de structure | Maison d’accueil spécialisée |
| Public accueilli | Adultes présentant des troubles du Développement Intellectuel modéré à sévère, associé ou pas, à des Troubles du Spectre de l’Autisme et/ou des problématiques de santé somatiques et /ou à un handicap physique, nécessitant une aide totale ou partielle dans tous les actes de la vie quotidienne. |
| Capacité d’accueil | 31 places |
| Cadre législatif et réglementaire |  Loi 75-534 du 30 juin 1975 d’orientation en faveur des personnes handicapées.   Décret n°78-1211 du 26 décembre 1978   Circulaire 62 AS du 28 décembre 1978 relative aux Maisons d’accueil spécialisé (MAS)   Loi de 2002-2 rénovant l’action sociale et médico-sociale   Loi de 2005-102 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.   Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs   Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement   Loi 2016-41 de modernisation du système de santé   Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux   Code de l’Action Sociale et des Familles (CASF)   Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles, HAS |
| FINESS | 190 002 709 |
| Nombre ETP autorisés | 44.04 ETP |
| Date d’ouverture | 20 mars 1985 |
| Date de dernière autorisation | 3 janvier 2017 |
| Date dernière évaluation interne | Octobre 2022 |
| Date dernière évaluation externe | 2012 |

#### Foyer de Vie (Vigeois, Pompadour, Lubersac)

|  |  |
| --- | --- |
| Type de structure | Foyer de vie |
| Public accueilli | Public adulte  **Foyer de vie de Vigeois :**   * Trouble du Développement Intellectuel et perte d'autonomie liée ou pas au vieillissement nécessitant un suivi de santé renforcé. * Trouble du Développement Intellectuel et difficultés à gérer les stimulations liées à la vie quotidienne et à la vie sociale   **Foyer de vie de Lubersac :**   * Trouble du Développement Intellectuel ou handicap psychique avec des capacités à maintenir un lien social dans la cité. * Personnes issues de nos services SAT / FH dans une logique de parcours et de maintien des habitudes de vie existantes.   **Foyer de vie de Pompadour :**   * Trouble du Développement Intellectuel, difficultés à réaliser de manière autonome les actes de la vie quotidienne et besoin d’un accompagnement pour maintenir le lien social * Trouble du Développement Intellectuel avec une capacité à maintenir un lien social dans la cité voire de développer une autonomie de mouvement vers l’extérieur. * Pathologie psychiatrique (psychoses) stabilisée depuis plusieurs mois, avec une capacité à vivre dans un collectif nécessitant un accompagnement éducatif pour favoriser l’inclusion sociale. |
| Capacité d’accueil | 95 places ainsi répartis :  Vigeois : 42 places  Lubersac : 15 places  Pompadour : 38 places |
| Cadre législatif et réglementaire |  Loi 75-534 du 30 juin 1975 d’orientation en faveur des personnes handicapées.  Code de l’Action Sociale et des Familles (articles L344-1 à L344-7).   Loi de 2002-2 rénovant l’action sociale et médico-sociale   Loi de 2005-102 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.   LOI n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs   LOI n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement   Loi 2016-41 de modernisation du système de santé   Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux   Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles, HAS |
| FINESS | 190 002 691 |
| Nombre ETP autorisés | 113.51 ETP |
| Date d’ouverture | 24 mai 1985 |
| Date de dernière autorisation | Reconduction tacite |
| Date dernière évaluation interne | Octobre 2022 |
| Date dernière évaluation externe | 2012 |

#### Foyer d’Hébergement (Lubersac)

|  |  |
| --- | --- |
| Type de structure | Foyer d’Hébergement |
| Public accueilli | Public adulte   * Travailleurs en ESAT ayant un trouble du développement intellectuel ou un handicap psychique ayant besoin d’un accompagnement éducatif et social pour la gestion de la vie quotidienne et pouvant être hébergés dans un studio du foyer collectif ou dans un appartement externalisé de l’établissement. |
| Capacité d’accueil | 35 places :  20 en collectif à Lubersac, et 12 appartements externalisés |
| Cadre législatif et réglementaire |  Loi 75-534 du 30 juin 1975 d’orientation en faveur des personnes handicapées.  Code de l’Action Sociale et des Familles (articles L344-1 à L344-7).   Loi de 2002-2 rénovant l’action sociale et médico-sociale   Loi de 2005-102 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.   Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs   Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement   Loi 2016-41 de modernisation du système de santé   Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux   Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles, HAS |
| FINESS | 190 002 683 |
| Nombre ETP autorisés | 17.84 ETP |
| Date d’ouverture | 17 juin 1985 |
| Date de dernière autorisation | 19 octobre 1993 - tacite reconduction |
| Date dernière évaluation interne | Octobre 2022 |
| Date dernière évaluation externe | 2012 |

#### ESAT (Lubersac)

|  |  |
| --- | --- |
| Type de structure | Etablissement et Service d’Aide par le Travail |
| Public accueilli | * Personnes adultes ayant une reconnaissance de Travailleurs handicapés suite à un Trouble du Développement Intellectuel et/ou à un handicap psychique, ayant besoin d’exercer une activité professionnelle en milieu protégé. |
| Capacité d’accueil | 43 places |
| Cadre législatif et réglementaire |  Loi 75-534 du 30 juin 1975 d’orientation en faveur des personnes handicapées.  Code de l’Action Sociale et des Familles.   Loi de 2002-2 rénovant l’action sociale et médico-sociale   Loi de 2005-102 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.   Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs   Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement   Loi 2016-41 de modernisation du système de santé   Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux   Décret du 13 décembre 2022 selon le parcours professionnel et aux droits des travailleurs handicapés admis en établissement et service d’aide par le travail   Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles, HAS |
| FINESS | 190 002 683 |
| Nombre ETP autorisés | 12.05 ETP |
| Date d’ouverture | 20 mars 1985 |
| Date de dernière autorisation | 3 janvier 2017 |
| Date dernière évaluation interne | Octobre 2022 |
| Date dernière évaluation externe | 2012 |

#### EHPAD (Lubersac)

|  |  |
| --- | --- |
| Type de structure | Etablissement Hébergeant de Personnes Agées Dépendantes |
| Public accueilli |  Personnes handicapées âgées ayant un Trouble du Développement Intellectuel et/ou un handicap psychique   Personnes âgées atteintes d’une pathologie dégénérative de type Alzheimer nécessitant une protection renforcée   Personnes âgées de plus de 60 ans dépendantes ne pouvant plus vivre à domicile de manière sécurisée |
| Capacité d’accueil | 66 places, dont :   * Une Unité pour personnes Handicapées Agées de 12 places * Unité Alzheimer de 10 places * 44 places d’Hébergement classique, dont deux temporaires |
| Cadre législatif et réglementaire |  Code de l’Action Sociale et des Familles (articles L342-1 à L342-6).   Loi de 2002-2 rénovant l’action sociale et médico-sociale   Loi de 2005-102 pour l’égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.   Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs   Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement   Décret n°2017-982 du 9 mai 2017 relatif à la nomenclature des établissements et services sociaux et médico-sociaux   Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles, HAS |
| FINESS | 190 002 964 |
| Nombre ETP autorisés | 47.7 ETP |
| Date d’ouverture | 28 février 1997 |
| Date de dernière autorisation | 30 décembre 2016 |
| Date dernière évaluation interne | Octobre 2022 |
| Date dernière évaluation externe | 2012 |

### Annexe 4 : Acceptation de l’offre

